

me étant la base de toute vie en commun un peu complexe. . . . pouvait suffire au transport de tout ce qu'une population sans cesse croissante pouvait créer au sein d'un continent à une époque où les besoins de l'homme naissent à mesure qu'on les satisfait.

Sa conclusion c'est que, après avoir fait perdre au pays les moyens de transport par eau qu'il possédait, les chemins de fer ont échoué, qu'ils sont dans une situation financière déplorable, que le service est mauvais et le tarif élevé. La situation des cultivateurs de l'ouest des États-Unis est la même que celle des cultivateurs de l'ouest canadien. On y voit les mêmes tarifs exorbitants demandés par des compagnies privées qui ont échoué. M. Quick dit encore :

Nous y avons engagé notre vie nationale et nous avons édifié notre nation avec le ferme espoir de réussir.

C'est-à-dire avec les chemins de fer.

C'est le plus gros coup de dé dont on ait jamais entendu parler. Il faudra du temps avant de dire si oui ou non nous avons gagné. Celui qui prétend que nous avons la victoire fait preuve d'un optimisme exagéré.

Voilà l'opinion de la plus grande autorité des journaux de là-bas. Il déclare que c'est faire preuve d'un optimisme outré que d'affirmer le succès de l'exploitation des chemins de fer aux États-Unis. Les États-Unis sont devenus un grand pays; leurs voies ferrées s'étendent de l'Atlantique au Pacifique; mais comme le fait remarquer cet écrivain, ils ont détruit leurs voies fluviales. Ils ont fait disparaître plusieurs canaux et après tout cela, l'auteur dit que c'est de l'optimisme exagéré que de prétendre que les chemins de fer privés ont résolu le problème du transport aux États-Unis. Il y a beaucoup d'autres arguments dans cet article du "Saturday Evening Post", du 25 février, et dans un autre de l'édition du 4 mars, où l'auteur fait une confession générale. Je demande à ceux de mes collègues qui n'auraient pas confiance en ma parole de lire ces articles écrits par un journaliste spécialement désigné pour collaborer à un journal tout spécialement dévoué aux intérêts des compagnies privées, et dans lequel il est dit que les chemins de fer privés n'ont pas réussi à résoudre le problème du transport aux États-Unis.

Laissant de côté ce que disent les revues américaines, je passerai maintenant à une revue américaine bien connue: le *Century Magazine*, qui a publié une série d'articles sur la question des chemins de fer aux États-Unis. Dans son édition de mars, la question suivante est posée: Que se passe-

til dans les chemins de fer? Voilà le problème que cette grande revue étudie.

L'article que je vais citer paraît dans l'édition du mois courant et les députés qui le désirent pourront le lire à la bibliothèque. Voici comment l'auteur conclut:

La seule alternative à la propriété et l'exploitation privées c'est la propriété et l'exploitation par le gouvernement. La seule idée d'un contrôle plus étendu du gouvernement déplaît aux Américains, pour ne pas dire plus. Cela, pour eux, constitue un danger très réel. Cependant on ne saurait éviter le danger simplement en protestant. On peut le faire disparaître et le prévenir à jamais en créant un plan ou politique nationale définie en ce qui regarde nos voies ferrées, chose fort simple qui nous a tristement fait défaut depuis nombre d'années. Si un plan de cette nature entraine la réorganisation radicale, nous devons la commencer et le plus tôt sera le mieux.

Dans l'opinion de ce collaborateur au *Century Magazine* les chemins de fer américains doivent être réorganisés et il dit que le plus tôt sera le mieux. Sommes-nous alors portés à continuer ce système au Canada ou n'aurions-nous pas plutôt raison de nous ressaisir et de voir ce que l'État peut faire au lieu de ce que les corporations particulières peuvent faire dans le sens des transports publics? Pour montrer simplement la gravité de la situation et combien le problème des transports s'y rattache, permettez-moi de vous dire que la même revue publie un autre article signé Alleyne Ireland et intitulé "La démocratie et le facteur humain" (*Democracy and the Human Equation*). Son article est consacré à ce sujet: Pouvons-nous sauver le gouvernement constitutionnel? Permettez-moi de citer quelques mots de ce qu'il dit sur le cas des États-Unis, qui est aussi probablement le cas du Canada:

Aujourd'hui le gouvernement constitutionnel est menacé par un mécontentement sérieux et universel touchant le fonctionnement des institutions politiques existantes. Nous devons envisager non seulement les diverses formes de protestations adoptées par ceux qui désirent la destruction des institutions existantes du gouvernement, mais aussi par un sentiment toujours grandissant d'impuissance et d'exaspération chez ceux qui désirent les conserver. Il n'y a sans doute pas de pays au monde où le mécontentement public en même temps que l'inefficacité et l'extravagance du gouvernement n'ont pas atteint le point aigu.

La simple réalité c'est que depuis plus de cent ans les constitutionnalistes de tous les pays ont signé et continuellement renouvelé des billets à ordre pour l'amélioration du sort humain et que d'autres renouvellements de ces billets deviennent de plus en plus difficiles.

L'auteur signale ensuite les merveilleux changements qui se sont opérés dans les conditions générales de la vie humaine, et